

Pouvoirs, Revue française d'études constitutionnelles et politiques
n°176, *La nouvelle Algérie*, Janvier 2021

PORTRAIT D'UNE SOCIÉTÉ EN MOUVEMENT

Karima Dirèche

CNRS/AMU/TELEMM

Jusqu'au 22 février 2019, les représentations générales mobilisées par l'observateur ordinaire sur l'Algérie pouvaient se résumer de la façon suivante : un territoire riche en ressources naturelles, mais une économie fragile entièrement dépendante des hydrocarbures, qui représentent 97 % des exportations et des revenus en devises ; un territoire gigantesque mais inégalement aménagé ; un régime politique de fin de règne dont les institutions sont désavouées silencieusement par la très grande majorité de la population ; une armée omniprésente dans toutes les sphères de la vie politique et économique et constituant la colonne vertébrale de l'État ; des spéculations sur l'état de santé fort dégradé d'un président désespérément absent de la scène politique et invariablement représenté par ses affidés ; des contre-pouvoirs politiques inaudibles ; une société civile fragile qui peine à se faire entendre ; une population encore traumatisée par la violence des années 1990, dont une partie se serait réfugiée dans des pratiques religieuses et conservatrices ; une opinion publique dépolitisée mais qui bruisse de rumeurs, de chuchotements, de vraies/fausses nouvelles... Les effets post-traumatiques des violences (de ce qui est bien trop souvent appelé « guerre civile » ou encore « décennie noire ») expliqueraient, selon certains¹, la relative atonie de l'Algérie au cours des printemps dits arabes et le désengagement des acteurs islamistes les plus violents dans la propagande djihadiste (avec la relative faiblesse de combattants algériens ayant rejoint l'armée de l'organisation État islamique).

1. Cette lecture a été largement diffusée par le régime algérien : les violences de cette décennie meurtrière auraient d'une certaine façon « vacciné » les Algériens de toute remise en question des pratiques du pouvoir politique ; et ce dernier serait le seul garant de la stabilité et la sécurité du pays.

Si toutes ces représentations reposent sur des réalités objectives, elles ne sont, cependant, que la face émergée de l'iceberg minorant encore une fois la compréhension des forces motrices de la société algérienne, de ses dynamiques et de ses acteurs. Elles ont laissé voir une mobilisation citoyenne bravant l'interdiction de manifester et s'affranchissant de la peur et de l'autocensure héritées de la « décennie noire »². La société algérienne se dévoile, ainsi, dans toute sa diversité et sa créativité dans l'urgence brutale et aiguë du changement et de la transition politiques.

L'émergence du *Hirak* dans le paysage politique et l'espace public apparaît comme l'expression des dynamiques profondes qui ont transformé la société algérienne pendant trois décennies. Si celles-ci ont été marquées par une période de grande violence politique assimilée à une guerre civile³, elles n'en ont pas moins été des années de luttes citoyennes, de massification de l'université, d'émancipation des femmes (présentes dans tous les secteurs professionnels), de combats écologiques et d'organisation (quasi-invisible) d'une société civile qui, jusqu'en 2019, était totalement inaudible. De puissantes forces motrices ont travaillé la société algérienne, qui s'est révélée d'une pluralité inédite dans l'action protestataire.

Au cours de cette mobilisation citoyenne mixte et inclusive, débordante de vitalité, tous les indicateurs de ces transformations étaient présents : la place des femmes ; la maturité politique et le niveau d'éducation dans le maniement (d'une efficacité saisissante) des mots et des slogans ; le mode opératoire singulier de la protestation (horizontal et sans leaders) ; un principe philosophique et éthique de la lutte – *silmiya* (pacifisme). La très forte présence de femmes dans leurs réalités socio-économiques très diverses permet d'estimer, par ailleurs, les effets des politiques publiques d'éducation (notamment celles de l'accès à l'enseignement supérieur) et de réforme du Code de la Famille (2005) avec la suppression des lois inégalitaires. Elle permet également de mesurer l'évolution de l'action collective des femmes rendue

2. L'expression désigne l'affrontement meurtrier qui a opposé l'État algérien aux militants islamistes ayant pris les armes après l'arrêt brutal (par l'armée algérienne) du processus électoral à l'issue duquel le Front islamique du salut s'est vu accorder une large victoire. Ce qui a été considéré comme un « putsch » militaire a plongé l'Algérie, dix ans durant, dans une spirale de violences inouïes.

3. Cette assimilation occulte le caractère spécifique de ces violences armées qui ont pris en otage la société algérienne dans les années 1990. Elle ne permet pas, non plus, de mesurer la part de responsabilité de l'État algérien dans la déflagration du lien social et politique.

possible dans l'espace public notamment par la mobilisation (peu publicisée par les médias et par l'Etat) des associations féministes sur la défense des droits des femmes.

Ainsi, le mouvement protestataire en dit long sur l'évolution de la société algérienne, qu'on a eu trop tendance à observer par des analyses « macro » et par des paradigmes exclusifs (islamisme, autoritarisme, rente pétrolière, violence politique...). Il est vrai que ces transformations se sont réalisées dans un contexte de très forte religiosité et de conservatisme social et politique qui, néanmoins, n'a pas empêché l'impulsion de processus de sécularisation en laissant entendre de nouvelles aspirations aux libertés et aux droits individuels. Le jeu de tensions est très contraint entre les forces religieuses ou conservatrices et ces aspirations à de plus grandes libertés, qui s'expriment dans le cadre d'une société civile très active même si son périmètre d'actions demeure limité. En moins de trente ans, l'Algérie n'a jamais été aussi transformée : l'accès à l'éducation, à la santé, la féminisation des publics scolaires et universitaires (plus de 70 % des étudiants sont des étudiantes, toutes filières confondues), l'hyper-connexion, par les réseaux sociaux, de ceux qui s'emparent des questions sociales et politiques cruciales – justice, libertés individuelles, réformes de l'université, décentralisation, migrations, chômage des jeunes, marché de l'emploi, création artistique, langues du pays...

C'est pourquoi le *Hirak* laisse à voir une autre Algérie qui, à l'échelle du territoire national, est soudée par l'action protestataire dans le rejet commun du régime politique et de ses élites dirigeantes. Et (il n'est pas inutile de le souligner), il permet de constater l'écart vertigineux entre, d'une part, une contestation citoyenne horizontale, auto-régulée et auto-disciplinée mobilisant les mots et les slogans comme des outils de résistance qui se réinventent à chaque nouvelle manifestation et, d'autre part, un système politique vertical, répressif, oligarchique, producteur de violences (1988, décennie 1990, 2001...) et qui semble avoir été pris de cours par la puissance des manifestations et par la radicalité de leurs revendications. L'écart est également considérable entre ces foules immenses qui arpentent les rues d'Algérie en se réappropriant l'espace public longtemps interdit et des élites politiques enfermées dans une posture rigide d'un autre âge, inaptées à introduire une sortie de crise. L'Algérie contestataire découvre, de son côté, des élites dirigeantes perturbées, hésitantes et engluées dans une rhétorique nationaliste et ne communiquant que par des poncifs ou des menaces.

Le décalage est donc saisissant entre le réenchâtement social et politique vécu par les foules mobilisées et l'expression d'un logiciel politique totalement dépassé et qui, durant presque six décennies, a développé une culture de l'impunité adossée à des pratiques d'autoritarisme et de violence d'État, régulatrices exclusives de la vie politique.

C'est par ce que laissent voir cet élan contestataire généralisé et ce corps social en mouvement que l'on peut comprendre l'Algérie d'aujourd'hui dans sa diversité socio-politique, dans ses ancrages territoriaux et dans ses mobilisations régionales sur l'ensemble du territoire. Une Algérie paradoxale, partagée entre changements et résistances.

Une société jeune et éduquée

Les marches bihebdomadaires auxquelles ont pris part, durant un peu plus d'un an – jusqu'à leur suspension en raison de la crise du coronavirus –, des Algériens de tout âge et de tous les segments sociaux réunissaient des foules immenses où la simple observation révélait l'extrême jeunesse de la population (54 % a moins de 30 ans). La vitalité démographique algérienne est due à un taux de natalité qui figure parmi les plus élevés du monde ; depuis 2016, plus d'un million de naissances sont enregistrées chaque année et le nombre de naissances a doublé entre 2000 et 2017, produisant une inversion de la transition démographique qui a surpris tous les spécialistes. À court terme, l'Algérie, avec quarante-trois millions d'habitants aujourd'hui, sera la première puissance démographique de la Méditerranée occidentale. Ce *boom* des naissances qui est expliqué, à la fois, par la redistribution des richesses et le rattrapage démographique des années 1990 apporte aussi son lot d'incertitudes. Car, si la vitalité démographique est synonyme de richesses et d'innovations, elle interroge *a contrario* la capacité d'autosuffisance alimentaire et des politiques éducatives et d'emploi du pays. Dans une Algérie qui connaît déjà un chômage endémique des jeunes de 16 à 25 ans, on ne peut que parier sur une gestion démographique basée sur une réforme économique qui prendrait un virage à 180 degrés. Cette jeunesse est également une des plus éduquées du continent africain. L'Algérie est, aujourd'hui, le pays qui produit au Maghreb le plus grand nombre de diplômés. Avec un million sept cent mille étudiants (soit une proportion similaire à celle que connaît la France : 39 contre 40 étudiants pour 1 000 habitants) et quatre-vingt-huit établissements d'enseignement supérieur

(universités, instituts supérieurs, écoles supérieures, notamment) qui couvrent l'ensemble du territoire, l'investissement de l'État est considérable non seulement par son coût très élevé, mais aussi par l'effort de décentralisation qu'il traduit. La volonté de massification et de démocratisation de l'accès aux études supérieures et l'application des réformes européennes dans les années 2000 n'ont pas forcément pris en compte les conditions d'exigence et de qualité des filières qui mettent, sans espoir, sur le marché du travail des dizaines de milliers de diplômés⁴.

Cette jeunesse est directement confrontée aux réalités des réformes économiques engagées (libéralisation du marché du travail, intégration au marché économique mondial, culture consumériste) tout en étant le produit de l'évolution de la société de ces trois dernières décennies (fin du monopartisme, ouverture du champ politique, urbanisation, individuation, accès massif à l'éducation, émancipation des femmes, gestion de la crise des années 1990...), qui a profondément transformé les modes de vie et les aspirations à une meilleure existence. Bien que l'État ait engagé et financé la modernisation du pays⁵ par le biais de chantiers titanesques lancés tous azimuts (réseau routier, autoroutier, ferroviaire, ou encore aéroports, barrages, politique du logement ambitieuse)⁶, il n'offre aucune garantie quant à la transition économique, qui se heurte à la résistance d'un régime politique ayant été construit sur une économie de rente avec les logiques de clientélisme, de corporatisme et de corruption qui la soutiennent. Par ailleurs, le mode de gouvernance politique, monopolisé par les vieilles gardes notabiliaires (associées à une oligarchie d'affaires), ne laisse guère de place à un possible pluralisme et à un renouvellement des acteurs politiques en phase avec les attentes de la population. Ainsi, cette jeunesse (dans sa grande diversité socio-économique) est prise en étai

4. Ahmed Ghouati, « Développementisme et enseignement supérieur : pourquoi l'Algérie n'a pas d'université ? », in Karima Dirèche (dir.), *L'Algérie au présent. Entre résistances et changements*, Paris-Tunis, IRMC-Karthala, 2019, p. 681-697.

5. Sa politique de développement (une des dimensions et une des conditions de la sortie de crise des années 1990) a permis également à l'Algérie d'être, dans décennie 2010, le pays du Maghreb où l'indice de développement humain est le plus élevé.

6. Tout en achetant la paix sociale à travers des mesures (crédits sans intérêts, aides à la création d'entreprise, subventions d'État de toutes sortes) à destination notamment de la jeunesse au chômage et sans perspectives.

entre les aspirations à des horizons potentiellement ouverts et les verrouillages politico-économiques et la dépréciation sur le marché du travail des parcours diplômants.

Une culture politique populaire

Les marches successives du *Hirak* ont révélé l'engagement dynamique d'une société civile que l'on disait atone et totalement soumise aux instrumentalisation du pouvoir. En effet, dès les premières années de l'indépendance, la société civile (notamment les organisations syndicales et professionnelles) a toujours été mise au service du régime politique en se ramifiant en de multiples officines et relais du pouvoir à toutes les échelles de la société⁷. Cette mainmise sur les corps intermédiaires n'a pas empêché, parallèlement, un mouvement autonome, militant, créatif et très actif d'émerger avec le déverrouillage de la vie politique en 1988 et d'être présent dans les pires épisodes de violence de la décennie 1990. Les collectifs, associations et syndicats autonomes qui le composent ont, malgré l'environnement hostile à toute initiative citoyenne, répondu à des attentes et enjeux sociaux, culturels et éducatifs majeurs. On les retrouve engagés, aujourd'hui, dans le *Hirak* : associations féministes, religieuses, de protection environnementale, mouvements de chômeurs, ordres des médecins, des avocats, des magistrats, des journalistes. Cet engagement commun, malgré des appartenances idéologiques très diverses, exprime les puissants segments de la militance et de l'action politique d'une société qui, jusqu'alors, était présentée comme dépolitisée et fatiguée des combats sociétaux. Et les impressionnantes et inattendues démonstrations de force des Algériens pour s'opposer à un cinquième mandat d'Abdelaziz Bouteflika ont démenti la théorie d'une société figée dans le trauma des années 1990.

Cet engagement dévoile également une culture politique populaire qui énonce, avec lucidité, la crise de légitimité et de représentation que traversent les partis politiques et le régime en place. Elle est nourrie par les diverses leçons tirées de l'histoire post-indépendance, de ses épisodes violents, de ses expériences malheureuses et de ses élites dirigeantes corrompues. Cette culture populaire a par ailleurs été renforcée par les grandes mobilisations de 2011, qui ont bouleversé les équilibres politiques des pays du sud de la Méditerranée. Si le

7. Laurence Thieux, « Le secteur associatif en Algérie : la difficile émergence d'un espace de contestation politique », *L'Année du Maghreb*, n° 5, 2009, p. 129-144.

mode opératoire des printemps dits arabes s'est invité dans les grandes marches hebdomadaires⁸, il ne parvient pas à éclipser un mode protestataire inventif, profondément polarisé sur le sentiment d'une indépendance confisquée et sur la reddition des comptes. La destitution du président Bouteflika, en avril 2019, et la vacance du pouvoir ont mis à nu le système militaire et l'imposture du pouvoir civil⁹. De façon totalement inédite, les Algériens se trouvent confrontés directement à l'armée : en se montrant ainsi à découvert pour la première fois depuis l'indépendance, elle révèle, sans fards, l'ADN du pouvoir politique. Cette armée qui a toujours été considérée, avec une soumission révérencieuse et craintive, comme une entité opaque, silencieuse et détentrice de tous les pouvoirs, apparaît dans sa nudité, et en premier lieu son chef d'état-major, Ahmed Gaïd Salah, caricature de tous les généraux algériens. Le caricaturiste Dilem, le dessinait sous les traits des généraux algériens ventripotents, les poches remplies de pétrodollars. Les difficultés à proposer une sortie de crise ont contribué à faire tomber en grande partie le mythe d'une institution qui fonctionnait et se reproduisait à l'abri des regards.

En confisquant brutalement la victoire des islamistes lors des premières élections pluralistes de décembre 1991 et en rendant impossible, pour de longues années, l'exercice démocratique, l'armée a mené le jeu de la gouvernance politique et économique, et a d'ailleurs fait et défait tous les présidents qui se sont succédé depuis l'indépendance. Les quatre mandats présidentiels d'Abdelaziz Bouteflika (1999-2019) avaient, cependant, fait évoluer les relations civilo-militaires. En complexifiant l'équation armée-Front de libération nationale tout en intégrant dans le jeu du pouvoir d'autres acteurs politiques et économiques – particulièrement les membres de son clan familial et des hommes d'affaires privés –, Bouteflika avait des velléités de s'affranchir de l'armée sinon de lui damer le pion. Sa destitution, qui résulte objectivement de l'opposition nationale massive à un nouveau mandat, a été pour l'autorité militaire l'opportunité de reconfigurer le jeu politique en se présentant, *de facto*, comme la seule institution de l'État à pouvoir « sauver le pays ». La destitution du chef de l'État s'accompagne, tout au long de l'année 2019, de nombreuses arrestations des anciens

8. Notamment par le célèbre slogan « Le peuple exige la chute du régime » (repris en chœur par tous les peuples arabes en 2011) transformé en « Le peuple exige l'indépendance ».

9. Cf. Kamel Cheklat, « L'armée au cœur de l'impasse démocratique », in Karima Dirèche (dir.), *L'Algérie au présent*, op. cit., p. 319-338.

oligarques et caciques proches de Bouteflika et de son clan, ce qui donne lieu à de véritables purges. Le *Hirak* a, paradoxalement, renforcé l'influence de l'armée (encore appelée « l'État profond ») sur le jeu politique. La poursuite des marches citoyennes après la destitution de Bouteflika démontre, en revanche, que les manifestations populaires ont gagné en amplitude revendicatrice et ne sont pas dupes du cosmétique institutionnel que constitue la proposition d'organiser une nouvelle élection présidentielle, finalement imposée le 12 décembre 2019. Ce passage en force en dit beaucoup, à la fois, sur la capacité de « résilience »¹⁰ du régime politique algérien et sur son incapacité à trouver des solutions alternatives, tandis qu'il continue à user des vieilles ficelles populistes et des réflexes sécuritaires et répressifs. Ces derniers se sont multipliés à tous les niveaux depuis la crise sanitaire et l'arrêt des marches (en mars 2020), paralysant toutes les sources d'expression de l'opposition émanant de la société civile.

« Qu'avez-vous fait de notre indépendance ? »

La culture politique populaire révélée par le *Hirak* a intégré la crise du nationalisme d'État, la débâcle du modèle économique et social, ainsi que la disqualification de l'appareil étatique ; cela a permis une distanciation des modèles conservateurs et nationalistes à l'œuvre depuis six décennies. Ces modèles sont considérés comme des expressions politiques dépassées qui ne s'ajustent pas aux réalités du présent. Un des indicateurs en est la remise en cause des récits historiques officiels et l'émergence de récits alternatifs. La rhétorique sacrificielle de l'État continue, de façon obsessionnelle, à imposer ses normes et à dicter les pratiques de l'historien sans tenir compte des nouveaux besoins d'histoire de la part d'une société lasse des mythes nationaux et des récits héroïques qui légitiment le pouvoir en place. La foule contestataire laisse exprimer une étonnante capacité à se défaire des récits nationaux tels qu'ils sont diffusés par les institutions d'État pour extérioriser une critique sévère et lucide de la manipulation de l'histoire du pays. Alors que les récits officiels, soigneusement édulcorés, ne laissent filtrer presque aucune des doléances exprimées, les mémoires populaires, quant à elles, ont retenu les séquences dramatiques de l'histoire politique du pays

10. Louisa Dris-Aït Hamadouche, « Au cœur de la résilience algérienne. Un jeu calculé d'alliances », *Confluences méditerranéennes*, n° 106, 2018, p. 195-210.

et les ont véhiculées sous forme d'autres récits et par d'autres canaux plus intimistes. Se révèle ainsi, à travers les multiples manifestations, une méta-mémoire collective qui a emmagasiné, méthodiquement, les événements brutaux marqués par la violation des droits depuis l'indépendance. Une méta-mémoire seconde, parallèle qui s'est nourrie des récits de l'histoire orale, transmise par les familles, portés par des millions d'Algériens. Le passé récent sur lequel s'est constituée cette mémoire se présente comme une « dynamique vivante qui est à retenir »¹¹ pour mieux regarder les réalités du temps présent.

L'appropriation collective de l'espace public telle qu'elle a eu lieu depuis février 2019 s'est donc accompagnée de l'expression inédite de ces mémoires populaires désencombrées de la doxa officielle. La rue devient le territoire de la mémoire collective, qui extrait de l'anonymat des dizaines de milliers de victimes en leur redonnant leur identité. Par là même, la rue contestataire permet l'expression d'un deuil collectif qui réunit l'ensemble des composantes de la société dans un rituel commun et dans la reconnaissance publique de la violence d'État. Outre la dimension catharsistique, sans précédent, de cette émotion collective, c'est la culture politique populaire des Algériens apparaissant dans toute sa finesse qui vient démentir, encore une fois, tous les discours sur la dépolitisation de larges segments de la société. L'écart vertigineux qui est ainsi mis à jour entre le logiciel politique obsolète des élites dirigeantes et l'analyse politique et historique que portent les foules permet, *de facto*, de mesurer la fracture et les enjeux qui se jouent aujourd'hui. La disqualification des récits nationaux renvoie, en écho, à celle de la classe politique dans son ensemble, résumée remarquablement en *derdja* algérienne par le slogan « *Yetnahaw gaâ* » (qu'ils s'en aillent tous). Il faut souligner d'ailleurs la créativité de la langue populaire – arabe, berbère, français – dans le répertoire de la contestation, vécue non seulement comme une libération politique (langue populaire *versus* langue du politique), mais aussi comme une revanche contre la *hogra* (littéralement, mépris, morgue) et un retour triomphant des périphéries marginalisées¹².

11. Giulia Fabbiano, « Le temps long du *hirak* : le passé et ses présences », *L'Année du Maghreb*, n° 21, 2019, p. 117-130.

12. Mahdi Berrached, « Les Algériens ont trouvé dans leur *derdja* une langue radicale qui a permis d'élever le plafond des revendications » (entretien), *MiddleEastEye.net*, 14 janvier 2020.

De manière inédite à la suite de l'indépendance, les Algériens, unanimement, interpellent les dirigeants politiques avec cette question récurrente : qu'avez-vous fait de notre indépendance ? La condamnation des défaillances et dérives de l'État depuis 1962 est une injonction collective à la responsabilité étatique qui dévoile également une rupture des temporalités historiques. Pour la société algérienne, la période coloniale appartient à un passé révolu ; ses violences, ses injustices, ses discriminations, renvoient douloureusement à celles commises par les dirigeants à partir de 1962 et ne dédouanent en rien la responsabilité de l'État indépendant.

Par la puissance du retour de ce « refoulé » et par la richesse du répertoire d'action des références historiques, les manifestants dénoncent la gestion arbitraire de la mémoire nationale en exprimant notamment leur condamnation des lois d'amnistie et en exigeant, de la part des autorités politiques, une dénomination officielle des victimes et la reconnaissance publique des crimes.

Sans aucun doute, le Hirak consomme définitivement la rupture avec les récits historiques officiels. En se focalisant sur le rejet unanime de la mémoire historique d'État, telle qu'elle s'est imposée au détriment de celles de toutes les victimes des violences politiques, la contestation populaire renoue avec l'histoire révolutionnaire de la longue lutte anticoloniale.

Une justice transitionnelle ?

La disqualification des élites dirigeantes et la crise majeure de confiance soulèvent la question de la justice et de la réparation. Bien que la justice transitionnelle ne soit jamais désignée en tant que telle, elle est présente dans les dénonciations des crimes économiques, des violations des droits humains et de la violence d'État. Les gigantesques trombinoscopes brandis lors des manifestations qui affichent les photographies des victimes du Printemps noir de 2001 et de la décennie 1990, sur le rythme des slogans « *Ulac smah, ulac* » (il n'y a pas de pardon, pas de pardon) et « Vous avez volé le pays, bande de voleurs », participent de cette demande de reconnaissance publique. Pour les manifestants, la prédation économique comme la violence étatique sont constitutives de la gouvernance de l'État et de la culture de l'impunité.

Si l'urgence de la normalisation sécuritaire et politique a commandé la sortie de crise des années 1990, elle a néanmoins fait l'économie d'une justice transitionnelle et d'une réparation psychologique à l'échelle des Algériens. La priorité a été accordée à la « concorde civile » et à la « réconciliation nationale »¹³, ainsi qu'à la modernisation du pays. Les lois adoptées en ce sens ont privilégié l'oubli et l'amnistie¹⁴ : pardonner, oublier, tourner la page des assassinats, des massacres, des répressions, des attentats sanglants, des déplacements massifs de population, et construire l'avenir au rythme des chantiers gigantesques qui fleurissent sur tout le territoire national. L'incapacité des institutions d'État, plus de vingt ans après la tragédie, à fournir le nombre exact des victimes (estimé entre cent mille et deux cent mille personnes) et de disparus (évalué à vingt mille personnes) est à la hauteur de cette injonction à l'oubli. L'intimation au pardon et à la réconciliation oblige à faire comme si rien ne s'était passé et contribue à une gestion arbitraire de la mémoire, quand celle-ci n'est pas tout simplement interdite. L'expression « tragédie nationale » utilisée dans les textes de loi pour désigner les violences participe de cette occultation des responsabilités de l'État, des forces de sécurité et du terrorisme islamiste, suggérant bien plus une malédiction divine et une fatalité que la volonté et la responsabilité des hommes. L'État algérien a décidé d'instaurer la paix civique au prix de la dénégation de la violence des groupes islamistes terroristes (qu'il a pourtant combattus féroce­ment). Et la politique de l'amnistie renvoie à l'amnésie et à une mémoire d'État oublieuse de ses propres violences. La reconnaissance publique des crimes de l'État et de ses agents impliquerait une reddition des comptes *via* une identification des responsabilités, une typologie des violences et des crimes, une transparence sur l'économie de corruption et de prédation. Le *Hirak* laisse entrevoir un possible processus de justice transitionnelle, même si les procès de certains caciques des gouvernements du président Bouteflika ont déçu par leur caractère expéditif et leurs jugements hâtifs¹⁵. La société

13. Intitulés des deux textes de loi par lesquels ont été mises en place la sortie de crise en 1999 et la normalisation politique en 2005.

14. Mouloud Boumghar, « Ni transition ni justice. Le traitement de la violence politique par la Charte pour la paix et la réconciliation nationale », in Éric Gobe (dir.), *Des justices en transition dans le monde arabe ?*, Rabat, Centre Jacques-Berque, 2016, p. 263-292.

15. Ces procès ont été considérés comme une opération « mains propres » organisée par l'état-major militaire, décidé à régler ses comptes avec les proches de Bouteflika (hommes d'affaires et politiciens), pour donner des gages de crédibilité au mouvement de contestation.

algérienne, dans toutes ses composantes et à travers ses diverses formes de résilience, a montré sa capacité à surmonter le poids de ses souvenirs et à esquiver, pendant deux décennies, les chocs frontaux.

*

Depuis le 22 février 2019, ces marches protestataires, marquées par une conscience politique aiguë et lucide à l'égard des pouvoirs d'État et se référant à la tradition de résistance révolutionnaire, ont découvert et expérimenté *in vivo* l'action politique en investissant, pour la première fois pour un certain nombre de manifestants, l'espace public. En un temps très court, les Algériens ont participé en même temps et collectivement à l'action militante et démocratique dans la précipitation, en dépit des clivages qui traversent la société. L'exceptionnalité de la constance protestataire (près de treize mois) et son mode opératoire se sont heurtés à l'inertie d'un pouvoir d'État et à son dispositif répressif et sécuritaire. La formule « Tout change et rien ne bouge » pourrait résumer, d'une certaine façon, ce que les Algériens ont exprimé dans ce face-à-face suspendu.

Cette résistance citoyenne pacifique n'a pas réussi à faire émerger un leadership susceptible de lui permettre de dialoguer et négocier avec l'armée. L'horizontalité qui faisait la force du *Hirak* se transforme en une faiblesse structurelle. En mobilisant par le slogan de la lutte indépendantiste « Un seul héros, le peuple », qui empêche d'identifier son hétérogénéité, le mouvement populaire manifeste une méfiance systématique à l'égard des individus et/ou des organisations prétendant à la représentativité des manifestants. Par ironie du sort, cette méfiance atomise la représentation de la société, à l'instar d'un pouvoir politique algérien qui, depuis 1962, a fait en sorte de déstructurer et d'annihiler toute forme d'opposition. L'extrême faiblesse du syndicalisme, l'atonie de la presse, la faiblesse des groupes d'opposition, ainsi que la répression des mouvements militants¹⁶, résultent de ce travail d'érosion. De fait, il

16. Les mouvements de gauche, les islamistes, les féministes et les berbéristes ont été systématiquement vidés de leurs forces contestataires, soit en octroyant à ces dernières des fonctions d'allégeance, soit à travers des pratiques de répression brutale. Cf. le *Livre blanc sur la répression en Algérie* (1996), publié en Suisse par un comité proche du Front islamique du salut.

n'existe pas, sur le terrain algérien, de forces d'opposition organisée, directement offensive et opérationnelle (pour assurer la transition politique), comme l'ont été l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) en 2011, ou alors Solidarność pour la Pologne de 1989. Par ailleurs, la mémoire collective a retenu le « génie » politique des dirigeants, en matière de corrompibilité et de neutralisation, pour « récupérer » les leaders des différentes mobilisations qui ont rythmé l'histoire de l'Algérie depuis son indépendance – le souvenir des mouvements des *âarch* de 2001 reste encore cuisant¹⁷. Que la nécessité de mettre en œuvre un leadership puisse faire immédiatement consensus pour représenter la « rue » contestataire est, ainsi, une gageure de taille.

Le *Hirak* a produit une culture citoyenne de la mobilisation et de la protestation qui a fédéré la majorité de la société algérienne malgré ses divisions ; en cela, c'est une avancée considérable. Il reste à proposer des acteurs représentatifs de la pluralité de ce mouvement qui traduiront les revendications populaires dans un projet politique de société. Rappelons que les révoltes d'Alger d'octobre 1988 s'inscrivaient dans la dynamique de la crise internationale du socialisme après la perestroïka et qu'elles étaient, à l'échelle de l'Algérie, le résultat des conflits d'orientation économique au sein du pouvoir. Elles ont débouché sur la fin du monopartisme d'État et sur le déverrouillage de la vie politique, annonçant un printemps algérien qui allait durer trois ans¹⁸. Le *Hirak* peut être considéré comme le premier cycle d'un processus politique qui s'annonce nécessairement long et ponctué d'épreuves. Il aura sorti du silence et du gigantisme du territoire une Algérie qui a exposé sa diversité, ses inégalités et ses potentialités. Il lui reste, dans une perspective de transition à moyen terme, d'affronter l'urgence d'organiser des intérêts communs et de donner au mouvement sa représentativité et sa légitimité dans le paysage politique institutionnel.

17. Karima Dirèche, « Le mouvement des *âarch* en Algérie : pour une alternative démocratique autonome ? », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n° 111-112, 2006, p. 183-196.

18. Myriam Aït-Aoudia, *L'Expérience démocratique en Algérie (1988-1992). Apprentissages politiques et changement de régime*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.